

# ARRÊTÉ À L'ÂGE DE 14 ANS, EMPRISONNÉ DEPUIS DES ANNÉES

## ÉGYPTE

### Aser Mohamed

Aser Mohamed a été arrêté le 12 janvier 2016 à l'âge de 14 ans, puis soumis à une disparition forcée pendant 34 jours. L'étudiant de 16 ans est poursuivi pour une série de charges, dont l'appartenance à l'organisation interdite des Frères musulmans ainsi que l'attaque d'un hôtel en janvier 2016. Les aveux de l'adolescent ont été obtenus par la torture. Il encourt jusqu'à 15 ans d'emprisonnement.

La famille d'Aser Mohamed s'inquiète de son état de santé, car elle n'a reçu aucune lettre de sa part depuis la suspension des visites en prison. D'autre part, elle n'a aucune confirmation de sa réception des effets et des lettres qu'elle lui a envoyés. En outre, elle ignore s'il a accès à des informations concernant les mesures à sa disposition pour se protéger dans le cas d'une propagation du COVID-19.

En octobre 2019, un tribunal pénal a condamné Aser Mohamed à une peine de 10 ans d'emprisonnement pour appartenance à l'organisation interdite des Frères musulmans et pour l'attaque d'un hôtel en janvier 2016. Il avait 14 ans lors de son arrestation. Amnesty International a appelé à l'annulation de sa condamnation, au vu des atteintes manifestes à son droit à un procès équitable telles que l'utilisation contre lui d'aveux obtenus sous la torture. L'avocat d'Aser Mohamed s'est pourvu en cassation à la fin de l'année 2019 et attend toujours que la Cour fixe une date d'audience. Ce processus prend généralement entre 12 et 18 mois.

Les autorités égyptiennes ayant suspendu toutes les visites aux personnes détenues afin d'empêcher la propagation du COVID-19, la famille d'Aser Mohamed est sans nouvelles de lui depuis mars 2020. De nombreux éléments viennent étayer les inquiétudes quant à la surpopulation et aux mauvaises conditions d'hygiène et sanitaires dans les prisons égyptiennes, qui aggravent le risque de propagation du COVID-19. Depuis la suspension des visites, les autorités de la prison de Wadi al Natrum ont permis à la famille d'Aser Mohamed de lui envoyer de la nourriture et une lettre à deux reprises, le 23 avril 2020 et le 14 mai 2020. Mais la famille ne sait pas, si Aser les a reçus.

## PROPOSITION ET REVENDICATIONS EN FRANÇAIS

Veillez **écrire une lettre courtoise** en arabe, anglais ou français au **président de l'Égypte** et demandez-lui

- d'annuler la condamnation d'Aser, de le libérer sans délai et d'ouvrir une enquête sur sa disparition forcée et les actes de torture présumés ;
- de garantir, dans l'attente de sa libération, qu'il dispose de moyens de communication avec sa famille et ses avocats.

Demandez également la mise en place de mesures pour protéger la santé de l'ensemble des détenu•e•s dans le cadre de la pandémie de COVID-19.

→ **Formule d'appel** : Your Excellency / Votre Excellence,

→ Vous trouverez un **modèle de lettre** en français à la **page 4**.

→ Un **modèle de lettre en anglais** est à disposition sur notre site web : <https://www.amnesty.ch/fr/participer/ecrire-des-lettres/lettres-contre-l-oubli/docs>

→ **Taxe postale**: Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

### LETTRE COURTOISE À

Président Abdel Fattah al Sissi  
Office of the President  
Al Ittihadia Palace  
Cairo  
Égypte

E-mail : [p.spokesman@op.gov.eg](mailto:p.spokesman@op.gov.eg)

Fax : +202 2391 1441

Facebook : <https://www.facebook.com/AlSisiOfficial/>

Twitter : @AlSisiOfficial

### COPIE À

Ambassade de la République Arabe d'Égypte  
Elfenauweg 61  
3006 Berne

Fax: 031 352 06 25

E-mail: [embassy.bern@mfa.gov.eg](mailto:embassy.bern@mfa.gov.eg)

# UNE JOURNALISTE EN GRAND DANGER DEPUIS DES MENACES DE MORT

## RUSSIE

Elena Milachina

Le 13 avril, le président de la Tchétchénie Ramzan Kadyrov a publié sur Instagram une vidéo dans laquelle il menaçait de mort la journaliste russe Elena Milachina.

Cette menace faisait suite à la publication d'un article du 12 avril de la journaliste à propos de la pandémie de COVID-19 en Tchétchénie. Cet article, intitulé «Mourir du coronavirus - un moindre mal. Quand, en Tchétchénie, les personnes infectées sont assimilées à des terroristes, les gens commencent à cacher qu'ils sont malades et meurent chez eux», a provoqué une réaction sans précédent de la part du président de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov.

Il a largement commenté l'article sur son compte Telegram et, plus inquiétant, a publié sur Instagram une vidéo dans laquelle il accusait Novaïa Gazeta et ses journalistes d'être des «pantins de l'Occident» et appelait directement le gouvernement russe et le Service fédéral de sécurité (FSB) à «arrêter ces non-humains qui écrivent et provoquent [son] peuple». Il déclarait dans sa vidéo: «Ça suffit! Si vous voulez qu'on commette un crime et qu'on devienne des criminels, allez-y, dites-le! L'un de nous endossera le poids de cette responsabilité et subira le châtement prévu par la loi. Il ira en prison, puis il en sortira. N'essayez pas de nous transformer en criminels, en assassins...».

Elena Milachina est en grand danger et les autorités russes doivent de toute urgence prendre des mesures pour veiller à sa sécurité.

## PROPOSITION ET REVENDEICATIONS EN FRANÇAIS

**Veillez écrire une lettre** courtoise en russe, anglais ou français **au Président de Russie**. Appelez-le - en tant que protecteur de la Constitution russe et des droits humains qu'elle garantit - à :

- condamner publiquement les menaces contre Elena Milachina, à prendre des mesures efficaces pour que cela ne se reproduise pas, et à garantir la sécurité de cette journaliste ;
- faire respecter le droit des journalistes d'enquêter et de rendre public le résultat de leurs investigations sur la pandémie de COVID-19 et sur la réponse des autorités à cette pandémie en Tchétchénie et dans les autres régions de la Fédération de Russie, et à protéger le droit à la liberté d'expression et d'information.

→ **Formule d'appel** : Dear President, / Monsieur le Président,

→ Vous trouverez un **modèle de lettre** en français à la **page 5**.

→ Un **modèle de lettre en anglais** est à disposition sur notre site web : <https://www.amnesty.ch/fr/participer/ecrire-des-lettres/lettres-contre-l-oubli/docs>

→ **Taxe postale**: Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

### LETTRE COURTOISE À

Président de la Fédération de Russie  
Vladimir Vladimirovitch Poutine  
ul.Ilyinka, 23  
Moscow, 103132  
Fédération de Russie

E-mail, via:

<http://en.letters.kremlin.ru/> (en anglais)

<http://letters.kremlin.ru/letters/send> (en russe)

Fax : +7 495 9102134

Twitter : @KremlinRussia

### COPIE À

Ambassade de la Fédération de Russie  
Brunnadernrain 37  
3006 Berne

Fax: 031 352 55 95

E-mail: [rusbotschaft@bluewin.ch](mailto:rusbotschaft@bluewin.ch)

# COVID-19 : PRISONNIER D'OPINION À RISQUE

## CUBA

### Roberto Quiñones Haces

Roberto Quiñones Haces, 63 ans, est un avocat, journaliste indépendant et poète cubain. Déclaré coupable de résistance et de désobéissance, il a été condamné à un an d'emprisonnement en août 2019. Arrêté à Cienfuegos (Cuba) le 11 septembre 2019, il est incarcéré depuis lors.

Cet homme est un prisonnier d'opinion, déclaré coupable alors qu'il n'a fait qu'exercer son droit à la liberté d'expression. Il doit donc être libéré immédiatement et sans condition.

Roberto Quiñones Haces a des problèmes de santé qui augmentent les risques liés au COVID-19. Il est, semble-t-il, détenu dans une petite cellule avec au moins 17 autres personnes, qui partagent des lits et des installations sanitaires à l'intérieur même de la cellule. Il doit être libéré immédiatement afin de protéger sa santé dans le contexte actuel.

### PROPOSITION ET REVENDICATIONS EN FRANÇAIS

Veillez **écrire une lettre courtoise** en espagnol, anglais ou français au **président de la République**. Appelez l'État cubain à :

- libérer Roberto Quiñones Haces immédiatement et sans condition car il s'agit d'un prisonnier d'opinion qui a été déclaré coupable alors qu'il n'a fait qu'exercer pacifiquement son droit à la liberté d'expression et qui risque de contracter le COVID-19 ;

- libérer immédiatement tous les prisonniers et prisonnières d'opinion et envisager la libération anticipée ou conditionnelle des prisonniers et prisonnières particulièrement à risque face au COVID-19, notamment les plus âgés, ou celles et ceux qui présentent de graves problèmes de santé ou souffrent d'immunodépression.

→ **Formule d'appel** : Dear Mr. President, / Monsieur le Président,

→ Vous trouverez un **modèle de lettre** en français à la **page 6**.

→ Un **modèle de lettre en anglais** est à disposition sur notre site web : <https://www.amnesty.ch/fr/participer/ecrire-des-lettres/lettres-contre-l-oubli/docs>

→ **Taxe postale**: Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

### LETTRE COURTOISE À

Miguel Díaz-Canel  
Président de la République  
Hidalgo Esq. 6, Plaza de La Revolución  
CP 10400  
La Habana  
Cuba

Courriel : [despacho@presidencia.gob.cu](mailto:despacho@presidencia.gob.cu)

Facebook : @PresidenciaDeCuba

Twitter : @DiazCanelB

### COPIE À

Ambassade de la République de Cuba  
Gesellschaftsstrasse 8  
3012 Berne

Fax: 031 302 98 30

E-mail: [embacuba.berna@bluewin.ch](mailto:embacuba.berna@bluewin.ch)

---

---

---

---

Président Abdel Fattah al Sissi  
Office of the President  
Al Ittihadia Palace  
Cairo  
Égypte

---

---

**Concerne : Aser Mohamed**

Votre Excellence,

Le sort de l'étudiant **Aser Mohamed** me préoccupe beaucoup.  
Il a été arrêté le 12 janvier 2016 à l'âge de 14 ans. L'étudiant est poursuivi pour une série de charges, dont l'appartenance à l'organisation interdite des Frères musulmans ainsi que l'attaque d'un hôtel en janvier 2016. Les aveux de l'adolescent ont été obtenus par la torture. Il encourt jusqu'à 15 ans d'emprisonnement.

La famille d'Aser Mohamed s'inquiète de son état et de sa santé, car elle n'a reçu aucune lettre de sa part depuis la suspension des visites en prison. D'autre part, elle n'a aucune confirmation de sa réception des effets et des lettres qu'elle lui a envoyés, et elle ignore s'il a accès à des informations concernant les mesures à sa disposition pour se protéger dans le cas d'une propagation du COVID-19.

Cette situation m'inquiète beaucoup, et je vous prie instamment d'annuler la condamnation d'Aser, de le libérer sans délai et d'ouvrir une enquête sur sa disparition forcée et les actes de torture présumés. Dans l'attente de sa libération, j'engage votre gouvernement à garantir qu'il dispose de moyens de communication avec sa famille et ses avocats.

De plus, je vous demande la mise en place de mesures pour protéger la santé de l'ensemble des détenu•e•s dans le cadre de la pandémie de COVID-19.

Dans cette attente, je vous prie de croire, votre Excellence, à l'expression de ma haute considération.

---

**Copie:**

Ambassade de la République Arabe d'Egypte, Elfenauweg 61, 3006 Berne  
Fax: 031 352 06 25 / E-mail: embassy.bern@mfa.gov.eg

---

---

---

---

Président de la Fédération de Russie  
Vladimir Vladimirovitch Poutine  
ul.Ilyinka, 23  
Moscow, 103132  
Fédération de Russie

---

---

**Concerne : Elena Milachina**

Monsieur le Président,

Je me permets de vous écrire afin de vous faire part de ma vive inquiétude concernant la menace de mort publiée sur Instagram par le président de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, le 13 avril. Cette menace est adressée à une journaliste de Novaïa Gazeta, **Elena Milachina**, et a été proférée en réaction à l'article qu'elle a publié dans ce journal le 12 avril, dont le sujet était la réponse des autorités à la pandémie de COVID-19 en Tchétchénie. Dans son message, Ramzan Kadyrov accuse Novaïa Gazeta et ses journalistes d'être des «pantins de l'Occident» et appelle directement le gouvernement et le Service fédéral de sécurité (FSB) russes à «arrêter ces non-humains qui écrivent et provoquent [son] peuple». Il annonce que si les autorités russes n'agissent pas, quelqu'un en Tchétchénie devra commettre un crime pour réduire la journaliste au silence.

Le fait que l'attaché de presse présidentiel ait écarté ces menaces tout à fait réelles et graves en estimant qu'elles n'avaient «rien d'inhabituel» et qu'il s'agissait simplement d'une réaction «émotionnelle» qui serait «compréhensible dans une telle situation [la pandémie de COVID-19]», est également préoccupant. Le bureau du procureur général a en outre ordonné que l'article d'Elena Milachina soit dépublié du site internet de Novaïa Gazeta.

Cette situation me préoccupe beaucoup, et je vous appelle, en tant que chef de l'État et garant de la Constitution et des droits fondamentaux qui y sont inscrits, à condamner publiquement les menaces contre Elena Milachina, à prendre des mesures efficaces pour que cela ne se reproduise pas, et à garantir la sécurité de cette journaliste.

J'engage votre gouvernement à faire respecter le droit des journalistes d'enquêter et de rendre public le résultat de leurs investigations sur la pandémie de COVID-19 et sur la réponse des autorités à cette pandémie en Tchétchénie et dans les autres régions de la Fédération de Russie, et à protéger le droit à la liberté d'expression et d'information.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

---

**Copie:**

Ambassade de la Fédération de Russie, Brunnadernrain 37, 3006 Berne  
Fax: 031 352 55 95 / E-mail: rusbotschaft@bluewin.ch

---

---

---

---

Miguel Díaz-Canel  
Président de la République  
Hidalgo Esq. 6,  
Plaza de La Revolución  
CP 10400  
La Habana  
Cuba

---

---

**Concerne : Roberto Quiñones Haces**

Monsieur le Président,

Roberto Quiñones Haces, 63 ans, est un avocat, journaliste indépendant et poète cubain. Déclaré coupable de résistance et de désobéissance, il a été condamné à un an d'emprisonnement en août 2019. Cet homme est un prisonnier d'opinion, déclaré coupable alors qu'il n'a fait qu'exercer son droit à la liberté d'expression. Il doit donc être libéré immédiatement et sans condition.

Roberto Quiñones Haces a des problèmes de santé qui augmentent les risques liés au COVID-19. Il est, semble-t-il, détenu dans une petite cellule avec au moins 17 autres personnes, qui partagent des lits et des installations sanitaires à l'intérieur même de la cellule. Il doit être libéré immédiatement afin de protéger sa santé dans le contexte actuel.

Cette situation me préoccupe beaucoup, et j'engage votre gouvernement à **libérer Roberto Quiñones Haces immédiatement et sans condition car il s'agit d'un prisonnier d'opinion**, qui a été déclaré coupable alors qu'il n'a fait qu'exercer pacifiquement son droit à la liberté d'expression et qui **risque de contracter le COVID-19**.

De plus, je vous demande de **libérer immédiatement tous les prisonniers et prisonnières d'opinion et envisager la libération anticipée ou conditionnelle des prisonniers et prisonnières particulièrement à risque face au COVID-19**, notamment les plus âgé•e•s, ou celles et ceux qui présentent de graves problèmes de santé ou souffrent d'immunodépression.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

---